

Qu'est-ce que la finance ?

Yves-Marie Abraham

En première approche, il est possible de définir la finance comme un ensemble sophistiqué d'activités qui relèvent fondamentalement du « commerce de l'argent ». Un tel commerce suppose d'envisager la monnaie non pas seulement comme moyen de paiement et unité de compte – ses deux fonctions essentielles –, mais comme une marchandise, dont le prix est l'intérêt. Il a pour finalité de faire de l'argent avec de l'argent – celui que l'on possède ou celui des autres – et pour principale justification de « faciliter la rencontre entre l'offre et la demande de capitaux ».

On le sait, ce commerce a pris une place considérable dans nos sociétés depuis trois ou quatre siècles. Le secteur financier représente désormais entre 5 et 10 % du PIB des pays dits « avancés ». Surtout, sa dynamique semble conditionner de plus en plus celle des autres secteurs d'activité économique, non seulement en Occident, mais également dans le reste du monde. Symptôme révélateur de cette « financiarisation » de nos économies : les métiers de la finance sont parmi les mieux rémunérés qui soient aujourd'hui et attirent quantité d'excellents étudiants.

Une activité qui ne va pas de soi

A l'échelle de l'histoire de l'humanité, ce phénomène s'avère proprement extraordinaire. Aucune société n'a jamais reconnu à ce commerce de l'argent une telle importance ni une telle légitimité. On oublie trop souvent que dans le « monde chrétien » (le mal nommé « Moyen Âge ») quiconque s'adonnait à ce type d'activité se condamnait aux flammes de l'enfer. L'Église romaine interdisait l'usure, au nom de la Bible... et de la philosophie aristotélicienne. Un tel commerce présuppose et implique la quête de croissance économique. Il n'avait guère de sens dans un monde où la grande affaire n'était pas tant d'améliorer son bien-être matériel, que d'assurer son salut dans l'au-delà.

La finance n'a pu se développer qu'à la faveur de la montée en puissance des marchands, dont le pouvoir a grandi à l'abri des murs d'enceinte de ces espaces de liberté relative que furent les cités médiévales. Les justifications du commerce de l'argent ont suivi. Comme le raconte l'historien Jacques Le Goff, l'Église a commencé à promettre à l'usurier le purgatoire plutôt que l'enfer, à distinguer l'intérêt de l'usure (un intérêt « excessif ») et à reconnaître que le « risque » pris par le prêteur méritait rémunération... Et c'est ainsi que faire de l'argent avec de l'argent est devenu peu à peu acceptable, et que le capitalisme a été rendu possible.

La « marchandisation » de la finance

Jusqu'à une date récente le commerce de l'argent est resté pour l'essentiel l'affaire du banquier, dont l'activité de base consistait à prêter d'une main

l'argent qu'il récoltait de l'autre. Quiconque avait besoin de capitaux pour développer ses activités devait convaincre une ou plusieurs banques de les lui prêter. Au cours des années 1970 et 1980, les dirigeants politiques des pays les plus riches ont décidé qu'il fallait remplacer la « main visible » du banquier, par la « main invisible » des « marchés financiers ». Plutôt que de passer par l'intermédiaire de banques, les plus importants demandeurs de capitaux (États et entreprises) ont été invités à solliciter directement les « épargnants », en leur vendant des titres financiers (obligations, actions, billets de trésorerie...).

L'objectif de cette « marchandisation » de la finance ? Faciliter l'accès au capital à ceux qui en ont besoin, en offrant des possibilités de rendements plus élevés à ceux qui le possèdent. Cela dit, et contrairement à ce que laisse penser l'image de la « main invisible », ces « marchés financiers » ne sont évidemment pas autorégulés ; la rencontre de l'offre et de la demande de capitaux ne s'effectue pas toute seule. Elle est le produit du travail d'une multitude de « petites mains visibles », parmi lesquelles on retrouve entre autres le banquier, mais qui joue désormais le rôle de courtier et de négociant en titres d'occasion, en plus de celui d'investisseur.

Un mal ou un remède ?

Cette « marchandisation » du système financier est à l'origine de la croissance phénoménale du commerce de l'argent à laquelle nous avons assisté au cours des dernières décennies. Elle s'est accompagnée d'une forte instabilité du secteur, victime d'une série de crises violentes qui ont affecté l'ensemble de nos économies. D'où la critique dominante selon laquelle les « marchés financiers » constituent une sorte de parasite économique, d'excroissance morbide, représentant une menace pour la santé des « économies réelles ».

On peut penser au contraire que cet énorme système financier est ce qui a permis à nos sociétés de ne pas s'effondrer, en y soutenant la croissance économique coûte que coûte. Loin d'être un danger pour le capitalisme avancé, les « marchés financiers » auraient été au contraire la condition de sa survie depuis trente ans. Telle est la thèse que développent, chacun à sa manière, plusieurs des auteurs de ce numéro de *L'Objecteur de croissance*, tout en suggérant que les effets du remède sont peut-être en train de s'estomper.

Il reste que, dans une perspective « décroissantiste », le commerce de l'argent est bel et bien un « mal » dont il faudra se débarrasser, ce qui n'exclut pas l'usage de monnaies.